

page 189 lectures

PRE

La (re)localisation du monde

Cyrille P. Coutansais

Paris, CNRS Éditions, 2021, 280 pages

Crises épidémiques et mondialisation. Des liaisons dangereuses ?

Gilles Dufrenot et Anne Levasseur-Franceschi

Paris, Odile Jacob, 2021, 288 pages

Trade in the 21st Century: Back to the Past?

Bernard M. Hoekman et Ernesto Zedillo (dir.)

Washington D.C., Brookings Institution Press, 2021, 560 pages

Demain la planète. Quatre scénarios de déglobalisation

Xavier Ricard Lanata

Paris, Presses universitaires de France, 2021, 208 pages

La contestation croissante du multilatéralisme, l'aggravation du réchauffement climatique, la pandémie de Covid-19 et la forte récession qui a suivi en 2020, ont engendré une abondante littérature consacrée à l'avenir de la mondialisation. Cyrille P. Coutansais, directeur de recherches au Centre d'études stratégiques de la Marine, étudie le basculement vers un « monde relocalisé », mû par la révolution robotique et numérique, et l'essor des énergies renouvelables. Gilles Dufrenot, professeur d'économie à Aix-Marseille Université, et Anne Levasseur-Franceschi, enseignante en prépa Normale Sup, montrent que la mondialisation doit être repensée à l'aune de critères scientifiques et éthiques, en s'appuyant sur un rôle accru de l'État. Défendant une approche plus radicale, Xavier Ricard Lanata – ethnologue et philosophe qui nous a quittés en septembre 2021 – prône une « déglobalisation » qui s'apparenterait à un processus de décroissance coordonné entre grandes puissances. Enfin, dans leur ouvrage collectif, Bernard M. Hoekman, professeur à l'Institut universitaire européen, et Ernesto Zedillo, ancien président du Mexique et professeur à l'université de Yale, défendent le *statu quo*, considérant que les effets positifs du libre-échange sont trop négligés.

La première question préalable est celle de la responsabilité de la mondialisation dans ce qui ressemble à une crise de civilisation. Dufrenot et Levasseur-Franceschi apportent une réponse claire et convaincante : ils rappellent que l'intensification du commerce international a toujours été un facteur de propagation des grandes pandémies (p. 26-28). Quant au changement climatique, il est le résultat de l'industrialisation, de la croissance de la population et de la déforestation. Dans la même veine, Coutansais insiste sur le défi énergétique auquel nos sociétés sont confrontées puisque charbon, gaz naturel et pétrole représentent 85 % des émissions humaines de CO₂. Il ajoute que la perte de la biodiversité est causée non seulement par le réchauffement climatique et la pollution mais aussi par le changement d'usage des milieux naturels et la surexploitation des ressources (p. 41-47). Ricard Lanata blâme tout simplement l'évolution du libéralisme et l'esprit de commerce qui, « lorsqu'il

régresse au point de devenir calcul, s'oppose aux vertus morales, et s'autodévore » (p. 22). La perspective de Hoekman et Zedillo est tout autre : ils craignent que le protectionnisme promu par l'ancien président Donald Trump ne menace l'ordre économique international et n'alimente le nationalisme.

Les différents auteurs déroulent ensuite leurs analyses prospectives. Ricard Lanata entrevoit quatre scénarios possibles, selon que les grandes puissances coopèrent ou non, et qu'elles optent ou non pour un modèle économique de décroissance (p. 75-86). La pire configuration, appelée la « guerre des mondes », consisterait à poursuivre la course à la productivité entre civilisations rivales. En cas de décroissance dans un contexte non coopératif, c'est une spirale de résilience forcenée qui s'amorcerait. C'est le scénario inverse, plus probable, que Ricard Lanata redoute : à savoir une « éternelle transition », combinant coexistence et poursuite frénétique des consommations. Pour lui, la voie souhaitable est celle d'une grande coopération internationale en vue d'organiser la décroissance (« le devenir terrestre »).

Coutansais détaille avec brio comment une économie mondiale « relocalisée » pourrait émerger. L'hypothèse implique une double transformation. La quatrième révolution industrielle nous fait entrer dans l'ère de la 5G, de la numérisation, de l'impression 3D et de l'internet des objets qui permettent de produire localement et à la demande (p. 75-85). Cependant, cette relocalisation du tissu productif au sein des pays occidentaux demeurera très limitée si l'accès aux ressources n'est pas, lui aussi, localisé. Or cette transformation est désormais possible grâce au recyclage massif et aux énergies renouvelables (même si les réseaux de distribution doivent encore être étendus). En fait, Coutansais défend une transition ordonnée et cohérente vers l'économie circulaire (p. 113-129).

Dufrénot et Lévassier-Franceschi considèrent qu'il est nécessaire de maintenir les échanges commerciaux et financiers tout en assurant la sécurité alimentaire et en sauvegardant les écosystèmes (p. 152-153). Néanmoins, ce compromis est difficile et implique des changements majeurs. Il y a d'abord la surveillance accrue du lobbying de l'industrie agroalimentaire et la révision de nos habitudes de consommation afin de lutter contre les maladies chroniques non transmissibles (p. 135-147). Il est ensuite nécessaire d'enrayer les risques de flambées épidémiques en lançant dans les pays en développement d'ambitieux politiques publiques en matière d'hygiène et d'assainissement urbain (p. 179). Enfin, il est temps de redimensionner les chaînes de valeur globales et de reconstruire des circuits agricoles courts (p. 248-249).

L'ouvrage collectif de Hoekman et Zedillo s'attache pour l'essentiel à classer les différentes formes empruntées par le protectionnisme dans la décennie passée. Les contributeurs multiplient les incantations en faveur d'un retour au libre-échange le plus intégral, bien que certains fassent des propositions en vue d'améliorer les règles de l'Organisation mondiale du commerce (en particulier pour la résolution des différends entre États membres) et de mieux détecter les subventions. Dans l'un des meilleurs chapitres du livre, S. Evenett montre que les subventions aux exportations ont grimpé en flèche dans la foulée de la grande crise financière de 2008 (p. 37-67). Les mesures de l'administration Trump ont pris la forme de barrières tarifaires, amplifiant donc une tendance protectionniste déjà à

l'œuvre. De leur côté, O. Cattaneo et S. Miroudot soulignent la complexité des chaînes de valeur globales – devenues chaînes de développement globales – et s'inquiètent à juste titre des abus de position dominante (p. 411-452).

Voyons maintenant comment ces quatre ouvrages abordent deux thématiques de plus en plus structurantes des relations internationales : la Chine, d'une part, et le réchauffement climatique à travers les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'autre.

Coutansais salue la capacité de la Chine à investir massivement dans des secteurs d'avenir comme les panneaux photovoltaïques et les batteries mais déplore l'instrumentalisation des exportations de terres rares à des fins géopolitiques (p. 192-195). Dufrenot et Levasseur-Franceschi insistent sur la volonté de l'Empire du milieu d'accroître à la fois sa souveraineté et son hégémonie (p. 183-189). Ce double objectif repose sur quatre piliers : la construction d'une économie de la connaissance destinée à accélérer l'autonomie technologique à l'égard de l'Occident ; la captation des matières premières et des ressources naturelles ; le renforcement des réseaux économiques et diplomatiques (*via* les Nouvelles routes de la soie) ; et le leadership affiché concernant la transition écologique. Chez Hoekman et Zedillo, on s'étonne de la complaisance vis-à-vis de Pékin. Le chapitre de L. A. Winters (p. 153-181) est emblématique : il minimise les problèmes que posent les restrictions des exportations de terres rares et les pratiques déloyales en matière de transferts de technologies. Ricard Lanata a certainement le regard le plus original sur la Chine. Présentée comme le « paragon de la fuite en avant vers laquelle notre modèle de développement nous a entraînés » (p. 162), la deuxième puissance économique mondiale est paradoxalement perçue comme un catalyseur potentiel de la déglobalisation, du fait de sa culture aspirant à la stabilité (p. 185).

Les travaux du GIEC sont utilisés par Coutansais (p. 27 et p. 41-45) ainsi que par Dufrenot et Levasseur-Franceschi (p. 86-89 et p. 192-193) pour étayer leurs arguments. Selon le premier, la bonne compréhension du changement climatique permet de sauvegarder plus efficacement la biodiversité, tandis que pour les seconds c'est un phénomène crucial qui affecte les chaînes de transmission des épidémies. Ricard Lanata est relativement critique à l'égard du GIEC, regrettant que ses fameux scénarios socio-économiques partagés n'aboutissent pas à des perspectives politiques claires (p. 64-70). En revanche, la question climatique n'est véritablement traitée que dans un seul chapitre du livre collectif de Hoekman et Zedillo, celui de P. Low (p. 365-384) ; et encore l'est-elle à travers le prisme des externalités négatives et des solutions envisagées pour les réduire (taxe carbone et permis de polluer). Les références aux rapports du GIEC sont inexistantes.

Alors que le changement climatique s'aggrave, que les variants du coronavirus se répandent dans le monde et que les chaînes de valeur globales sont de plus en plus fragilisées, la question du dépassement de la mondialisation est plus que jamais posée. Les débats actuels sont stimulants intellectuellement mais doivent vite déboucher sur un large consensus international.

Norbert Gaillard

Économiste et consultant indépendant

Relations internationales

GUERRES D'INFLUENCE. LES ÉTATS À LA CONQUÊTE DES ESPRITS

Frédéric Charillon

Paris, Odile Jacob, 2022,

352 pages

Frédéric Charillon, professeur des universités en science politique et ancien directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire, se penche dans ce nouvel ouvrage sur les méthodes déployées par certains États pour développer leur influence sur la scène internationale. Il commence par un cadrage théorique utile, proposant comme base de travail une définition simple : « L'influence consiste pour un acteur A à faire faire par un acteur B ce qu'il n'aurait pas fait autrement, et ce, sans recourir à la contrainte ». Il distingue ce concept d'autres notions comme la propagande, le lobbying ou encore le *soft power* : « tandis que le *soft power* est un processus positif de séduction, de conviction, l'influence peut avoir recours à la rémunération ». Autrement dit, la seconde inclut le premier mais ne s'y résume pas.

Après ces considérations théoriques, l'auteur passe à la pratique. Il propose une typologie de l'influence et identifie trois modèles. Le premier, qualifié de « démocratique libéral », est incarné par les États-Unis. Ces derniers ont réussi à combiner puissance et influence pour établir une « emprise sur les esprits, les élites politiques et managériales ». Cette emprise est renforcée par la domination américaine dans le domaine numérique, même si des tensions peuvent exister entre les grandes plateformes privées et

le gouvernement qui tente de les réguler.

Le deuxième modèle, dit « impérial », est représenté par la Chine, la Russie et la Turquie. Ces trois pays ont pour point commun de vouloir « réviser un ordre international considéré comme injuste » et « restaurer un ordre régional passé aux mains de puissances extérieures ». Ils usent de méthodes plus brutales, parfois subversives, qualifiées de *sharp power*. La séduction alterne avec la contrainte, comme le montre l'exemple du « piège de la dette chinoise » qui s'est refermé sur certains États du Sud inclus dans le projet des Nouvelles routes de la soie.

Le troisième modèle, appelé « golfigue », s'applique à certaines monarchies du Golfe arabo-persique, qui utilisent la manne financière des hydrocarbures pour diffuser une « influence identitaire » et religieuse. Les méthodes de ces États se sont modernisées ces dernières années, avec l'arrivée d'une nouvelle génération de dirigeants. Toutefois, ils ne parviennent pas réellement à « masquer [leur] autoritarisme sous une modernité plus vendeuse », surtout lorsque des scandales (comme l'affaire Khashoggi) viennent ruiner leurs efforts de diplomatie publique.

Après avoir présenté ces trois modèles, Frédéric Charillon en vient à l'Europe. Le titre cinglant d'un des chapitres « L'Europe démunie, ou le prix de l'angélisme » est néanmoins nuancé dans le corps du texte : la prise de conscience du durcissement des luttes d'influence – et de l'ampleur des moyens que certains États y consacrent – a bien eu lieu. Dans une interview donnée au *Spiegel* en 2018 alors qu'il était ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne,

Sigmar Gabriel avait alerté sur les dangers encourus par une Europe « végétarienne » dans « un monde plein de carnivores ». Depuis lors, la crise du Covid-19, l'exacerbation de la rivalité sino-américaine et la montée des tensions en Méditerranée orientale ou encore à l'est de l'Europe n'ont fait que renforcer ce diagnostic. Reste maintenant à se doter des moyens de lutter.

Marc Hecker

SHUTDOWN: HOW COVID SHOOK THE WORLD'S ECONOMY

Adam Tooze

Londres, Viking, 2021, 368 pages

La crise du coronavirus peut être analysée « comme la première crise globale de l'Anthropocène – une ère définie par un choc en retour provoqué par notre relation déséquilibrée avec la nature ». Ainsi se refermerait le demi-siècle (1970-2020) de l'âge néolibéral avec sa ligne de partage claire entre le technique et le politique (indépendance des banques centrales des gouvernements, dogme néolibéral des années 1970...). Cette crise multiforme (*polycrisis*) illustre la contraction massive de l'espace et du temps et les innombrables interactions dues à la mondialisation. *Shutdown* (fermeture définitive) couvre la période allant de la déclaration où Xi Jinping reconnaît l'apparition de la pandémie (20 janvier 2020) à l'investiture de Joseph Biden (20 janvier 2021). L'ouvrage, sans doute prisonnier de son sujet et de sa chronologie, laisse le lecteur sur sa faim.

Ainsi Adam Tooze indique-t-il que les États-Unis doivent s'habituer à ne plus être le numéro un. Ils seraient devenus

le problème. Les raisons de cette crise nationale sont passées en revue : creusement des inégalités ; rôle du dollar ; dégradation des infrastructures (contre quoi entend lutter l'ambitieux programme de grands travaux de Biden) ; rapports entre le Congrès et la présidence. « Les États-Unis peuvent-ils imaginer un système économique planétaire où leur économie serait la moitié de celle de la Chine ? » (Larry Summer). Mais cette crise est-elle passagère ou grosse d'un déclin irréversible ? Que révèle la pandémie sur la société américaine ?

Tooze constate par ailleurs que la Chine se trouve désormais au centre de l'échiquier mondial. Il mentionne plusieurs signes majeurs de cette ascension : célébration en 2021 du centenaire du Parti communiste chinois ; programme de décarbonation de l'économie ; pacte transpacifique. Mais que révèle la pandémie sur la société chinoise ? La Chine est tiraillée par de formidables tensions sociales entre riches et pauvres, villes et campagnes. Le coronavirus peut-il être un amplificateur, un accélérateur de ces tensions ?

Enfin, Tooze évoque la nécessité de la revalorisation de l'entraide (*Care*), d'un nouveau contrat social (*New Green Deal*). Mais que pourrait être le contenu d'un tel pacte ? Et l'auteur ne s'interroge pas sur l'impact planétaire de la pandémie, des efforts de gestion mondiale de la santé.

Prenant appui sur les historiens de l'environnement, Adam Tooze conclut : « La "grande accélération" a été le moteur d'une radicale transformation de la relation entre l'humanité et son habitat naturel. Cette transformation s'amorce en 1945, avec une accélération dans les années 1970. En dépit des

signes d'un retour à la normale en 2021, la grande accélération fournit le cadre historique pertinent à l'intérieur duquel doit se situer le moment 2020 : une crise exceptionnelle et transitoire, certainement, mais aussi une étape sur la courbe ascendante d'un changement radical. [...] Le coronavirus a cruellement exposé la profonde incapacité des sociétés modernes à relever les défis que lancera avec une force toujours croissante l'Anthropocène. »

Certes. Chacune de ces phrases plonge cependant le lecteur dans la perplexité. Qu'est-ce que le « retour à la normale » ? Que constitue exactement cette accélération ? Pourquoi cette « incapacité » des sociétés modernes ? Quels défis ? Quel changement radical ?...

Philippe Moreau Defarges

LE COMMERCE ET LA FORCE

Maxence Brischoux
Paris, Calmann-Levy, 2021,
272 pages

C'est un essai riche, utile, brillant et stimulant que nous propose Maxence Brischoux, cadre dans une grande entreprise publique du secteur de l'armement et enseignant à l'université Paris-2 Panthéon-Assas.

Sa parution intervient à point nommé. La montée en puissance de la Chine, qualifiée de « rival systémique » par l'Union européenne en 2019 et de « défi systémique » par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord en 2021, questionne en effet la théorie du « doux commerce » que l'on doit à Montesquieu, ainsi que la stratégie qui a consisté à faire entrer l'Empire du

milieu dans l'Organisation mondiale du commerce et à parier sur son développement économique. Appuyé sur une vaste culture philosophique, Brischoux fait retour sur les diverses théories du commerce. Il nous montre par exemple que Platon y voyait un encouragement à la rapacité (« l'insatiable désir de posséder ») et donc un facteur de corruption des mœurs ; et qu'Adam Smith, théoricien du libre-échange, justifiait l'Acte de navigation de 1651, qui interdisait les ports britanniques aux navires étrangers afin de renforcer la marine marchande britannique, au motif que « la sûreté de l'État est d'une plus grande importance que sa richesse ».

Toute la thèse de l'ouvrage pourrait se résumer à cette dernière phrase, qui montre que ce n'est pas le commerce qui transforme la politique, mais la dimension politique qui l'emporte sur les considérations commerciales. Que l'auteur évoque le lien entre commerce et maîtrise des mers, entre commerce et domination (la colonisation), entre commerce et sanctions, entre commerce et puissance (comme l'illustre spectaculairement l'exemple de la Chine), entre commerce et environnement, entre commerce et démocratie, son analyse, aussi fine que variée, nous explique que le commerce ne va pas sans la vertu et relativise l'effet d'un commerce pacificateur qui canaliserait l'énergie humaine vers la croissance plutôt que les conflits, et adoucirait inéluctablement les mœurs. La politique commerciale, avec ses accords préférentiels de libre-échange, n'a d'ailleurs cessé de fonctionner selon une logique mercantiliste : ouvrir les marchés des autres.

Si l'auteur n'appelle pas à tourner le dos à l'enrichissement par le commerce et s'il n'invoque pas la théorie du « piège de Thucydide » développée par

Graham Allison, sa conclusion réaliste est claire et sans appel : le commerce est façonné par la conflictualité des relations internationales plus qu'il ne la modifie ; il « doit être institué et non instituant » ; « les nations doivent gouverner le commerce et non pas se laisser gouverner par lui ». En mobilisant aussi bien Kant que Pierre Manent, Brischoux défend l'hégémonie bienveillante exercée par les États-Unis, « peuple puissant et éclairé », mais il appelle aussi les Européens à se ressaisir, à ne pas s'abandonner au primat de l'économie et à « l'esprit du commerce », à redécouvrir que la défense de la liberté – qui n'est pas le système de la Chine... – ne peut aller sans la force et la puissance.

Maxime Lefebvre

THE FUTURE OF MULTILATERALISM: GLOBAL COOPERATION AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

Madeleine O. Hosli, Taylor Garrett,
Sonja Niedecken et Nicolas
Verbeek (dir.)
Lanham, Rowman and Littlefield,
2021, 272 pages

Cet ouvrage collectif entend, en quatorze chapitres, décliner les crises et évolutions, en cours et à venir, du multilatéralisme. Sa première partie est centrée sur les organisations internationales, la deuxième sur les organisations régionales, la troisième sur quelques régimes internationaux (aide au développement, climat, fiscalité internationale).

Parmi les facteurs de crise du multilatéralisme, la pandémie de Covid-19 est le plus saillant : mise en suspens de l'activité des organisations internationales

vouées à l'éducation des enfants et à la promotion des droits des femmes (Fonds des Nations unies pour l'enfance et ONU Femmes) dans un contexte planétaire propice au regain de violences domestiques, mise à l'épreuve de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) par les « nationalismes sanitaires », tentatives de rebond de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour compenser les effets récessifs de la pandémie dans les pays en développement, défis de solidarité sanitaire interétatique pour des organisations comme l'Union européenne (UE) ou le Mercosur.

On s'étonne toutefois qu'un chapitre n'ait pas été consacré à l'effet dévastateur de la présidence Trump sur le multilatéralisme (retrait des États-Unis de l'accord climatique de Paris, de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, de l'UNESCO, du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, de l'OMS). De même, la montée en puissance de la Chine dans le multilatéralisme n'est brièvement évoquée que dans les chapitres consacrés à l'OMS, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures. Quant au rapport de la Russie au multilatéralisme, il n'est pas traité, alors que l'obstruction de Moscou au Conseil de sécurité sur la Syrie a empêché tout règlement onusien d'une guerre qui a provoqué un demi-million de morts et des millions de réfugiés et déplacés. Enfin, les deux chapitres consacrés à l'UE n'étudient pas l'impact négatif du Brexit sur ses ambitions multilatérales. Le « facteur puissance » dans les recompositions actuelles du multilatéralisme paraît donc assez invisibilisé dans le livre.

Certes, l'ouvrage aborde des enjeux concrets de la crise du multilatéralisme

(budgets des organisations internationales sous tension, divergences entre les intérêts commerciaux des États membres de l'OMC, aléas de la coopération climatique, etc.). Il se penche aussi sur des institutions et régimes parfois insuffisamment étudiés (Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Union africaine, régime fiscal international imposable aux firmes multinationales).

L'approche du multilatéralisme reste toutefois ici assez fonctionnaliste et segmentée. Manque un questionnement plus transversal sur la mise à l'épreuve des normes et des pratiques qui le sous-tendent (égalité en souveraineté des États et des droits des peuples, promotion de biens publics mondiaux, négociation collective, recours au droit). Enfin, la vocation prospective de l'ouvrage est discutable. Comprendre ce qui fragilise le multilatéralisme aujourd'hui est déjà un défi cognitif en soi. Imaginer ce qu'il pourrait devenir dans les années à venir est un pari que la plupart des chapitres ne relèvent pas vraiment, ou ne font qu'en pointillé.

Franck Petiteville

UN MONDE SANS FAIM. GOUVERNER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Antoine Bernard de Raymond
et Delphine Thivet (dir.)
Paris, Presses de Sciences Po,
2021, 304 pages

Voici un ouvrage collectif traitant de la lancinante question de l'insécurité alimentaire mondiale, qui accompagne, selon l'expression de Massimo Montanari, toute l'histoire de l'humanité et

demeure non résolue à ce jour. Cette problématique est abordée à partir de la crise financière de 2007-2008, caractérisée – notamment – par une très forte volatilité des prix des denrées alimentaires de base. L'approche adoptée par les auteurs est résolument multidisciplinaire, mobilisant sciences humaines et sociales (sociologie, anthropologie, politique, économie, droit, histoire, géographie...) : un choix pertinent s'agissant d'une crise globale multifactorielle, objet de recherche polysémique.

L'ouvrage, qui réunit seize scientifiques confirmés, alterne analyses conceptuelles et empiriques sur l'essentiel du sujet : sémantique mouvante de la sécurité alimentaire, dynamique des régimes alimentaires, structure et acteurs de l'offre, évolution des ressources en terres, gouvernance de la sécurité alimentaire aux échelles nationale et internationale, scénarios de prospective. Deux études de cas très instructives viennent étayer le propos : le programme « Faim zéro » au Brésil, dont on sait qu'il constitue depuis 2015 le deuxième Objectif du développement durable 2030 des Nations unies, et un point de vue critique sur les tentatives d'institutionnalisation du droit à l'alimentation en Inde. La postface interpelle le lecteur de façon convaincante sur les droits humains fondamentaux, dont le droit à l'alimentation, inscrit dans la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies de 1947, constitue une priorité absolue, puisque sans aliments il n'y a pas de vie possible.

La gouvernance sectorielle a beaucoup évolué depuis le premier sommet mondial de l'alimentation (à Rome en 1973), en sophistiquant – souvent inutilement – la définition de la sécurité alimentaire et en multipliant les instances

chargées de la gérer. Ce dispositif prend aujourd'hui une forme incluant toutes les parties prenantes : organisations internationales, sociétés civiles (dont les organisations non gouvernementales) et entreprises. Il en résulte des asymétries de pouvoir aujourd'hui plus favorables aux très grandes entreprises de l'agro-alimentaire et de l'agroalimentaire qu'aux autres partenaires des institutions de gouvernance. Autre signe de dysfonctionnement du mode de gouvernance, l'explosion du phénomène d'accaparement des terres agricoles. Ce « pillage foncier » conduit à un modèle de production agro-industriel épuisant les ressources naturelles et...humaines, en accélérant l'exode rural.

Cet ouvrage remarquable constitue une solide base scientifique pour inciter à l'accélération de la transition socio-écologique. On doit lui souhaiter une large audience, tout en recommandant à leurs auteurs d'ouvrir un nouveau chantier qui s'intéresserait à la crise qui marque le début des années 2020, en faisant une place plus large aux données quantitatives et à la littérature francophone. On constatera alors qu'en 15 ans, peu de chemin a été parcouru. Le dispositif de gouvernance de la sécurité alimentaire des Nations unies constitue un lieu de concertation indispensable. Il doit à présent renforcer son effectivité pour aller vers un « monde sans faim » et une alimentation durable.

Jean-Louis Rastoin

SECURITÉ/STRATEGIE

BITSKRIEG: THE NEW CHALLENGE OF CYBERWARFARE

John Arquilla

Cambridge, Polity Press, 2021, 240 pages

Plus de trente ans après son article « Cyberwar is coming », coécrit avec David Ronfeldt, John Arquilla prolonge son étude de la conflictualité à l'ère numérique en appelant à un véritable changement d'approche. Soulignant les limites de la conception d'une défense statique de type « ligne Maginot », il poursuit la métaphore historique en posant le concept de « bitskrieg ». John Arquilla est un auteur reconnu sur les questions de cyberdéfense et sa proximité avec les sphères du pouvoir aux États-Unis depuis plus de trente ans en fait un témoin précieux pour appréhender les approches stratégiques développées outre-Atlantique.

Il propose ici un travail qui oscille entre ses premiers constats des années 1990 et la situation actuelle. L'auteur porte un regard parfois critique sur ses propres approches et les conseils qu'il a pu donner au plus haut niveau de l'appareil sécuritaire américain, depuis la première guerre du Golfe en 1991. Prenant en compte les dangers et opportunités de la révolution de l'information, *Bitskrieg* cherche à dépasser la notion de « cyberguerre ». Véritable fil rouge de l'ouvrage, cet aspect est illustré par des retours d'expérience et exemples qui ont ponctué les dernières décennies.

Constatant la lente émergence d'une « cyberguerre » destructrice et mortifère, l'auteur présente au long des cinq

chapitres les récentes évolutions en matière de conflictualité et souligne en particulier l'arrivée de ce qu'il appelle la « Cool War ». S'il a fallu 138 années entre l'apparition du premier sous-marin et son intégration complète dans la palette stratégique, la « Cool War » s'est imposée en moins de dix ans. Cette forme d'affrontement fait aussi bien la part belle aux attaques informatiques conduites par des cybercriminels qui font peser un risque croissant sur les économies connectées, qu'au vol de données à caractère personnel, comme celui ayant touché le personnel de l'administration fédérale en 2015. Cette guerre « cool », dont les principaux acteurs ne sont pas nécessairement en uniforme, illustre la lenteur avec laquelle la cyberguerre se matérialise. En effet, alors même que la crainte d'un « cyber Pearl Harbour » est communément évoquée depuis de nombreuses années, l'auteur s'interroge sur la faible incarnation dans les opérations militaires des actions cyber offensives. Son expérience personnelle lui permet de mettre en lumière les difficultés d'intégration de ces actions par l'appareil militaire, par nature conservateur.

Même si la bataille numérique semble présenter un nouveau visage, l'auteur s'attache à démontrer que la cyberguerre n'est en fait qu'un sous-domaine de la guerre de l'information et de la guerre en réseau. Cet aspect est selon lui toujours mal appréhendé par les appareils politiques et militaires. Enfin, l'auteur consacre un chapitre à la question du contrôle des armes dans le cyberspace et à la difficulté de mettre en œuvre un mécanisme reposant sur autre chose qu'une politique déclaratoire.

John Arquilla appelle ainsi à repenser la cyber sécurité à l'aune des évolutions

techniques et stratégiques. Il présente les nombreux défis qu'implique une nouvelle approche de la cyberdéfense, plus dynamique et reposant davantage sur la traque de l'adversaire. Très accessible, *Bitskrieg* synthétise sans concession deux décennies d'approches conceptuelles de la cyberguerre et alimente la réflexion sur l'urgence de la prise en compte du fait numérique pour prévenir le prochain choc.

Bertrand Boyer

THE EVOLUTION OF COUNTER-TERRORISM SINCE 9/11. UNDERSTANDING THE PARADIGM SHIFT IN LIBERAL DEMOCRACIES

Thomas Renard
Londres, Routledge, 2021,
218 pages

En 2021, Thomas Renard a été nommé directeur de l'International Center for Counter-Terrorism à La Haye, après avoir été chercheur pendant de nombreuses années à l'institut Egmont de Bruxelles. Cette année-là, il a aussi obtenu son doctorat à l'université de Gand. Sa thèse a été primée par la Terrorism Research Initiative et publiée sous le titre *The Evolution of Counter-Terrorism Since 9/11*.

L'essentiel de cet ouvrage est consacré à la manière dont la Belgique s'est attelée à faire face à la menace terroriste grandissante dans la décennie 2010. Dans le monde occidental, ce pays a le triste privilège d'avoir été le plus touché, en proportion de sa population, par les filières djihadistes : environ 430 de ses ressortissants ont ainsi rejoint la zone syro-irakienne. En outre, le premier attentat commis en Europe par un

« revenant » de Syrie l'a été au Musée juif de Bruxelles en mai 2014. Cette ville a aussi été prise pour cible deux ans plus tard, le 22 mars 2016, par des terroristes liés à ceux qui avaient frappé Paris le 13 novembre 2015.

À l'époque, la Belgique avait fait l'objet d'un virulent « Belgium bashing¹ », pointant le relatif laisser-faire des autorités et le sous-investissement dans les questions de sécurité. Le travail de Thomas Renard permet de mettre ces critiques en perspective, et surtout de les nuancer. À partir de 2013, les pouvoirs publics ont commencé à prendre la mesure des risques induits par les filières syriennes et à adapter leur réponse à la menace. Une innovation majeure a été le développement d'un dispositif de prévention de la radicalisation violente, initié en avril 2013 – soit un an avant la présentation du « plan Cazeneuve » en France. L'approche belge s'est toutefois heurtée à des difficultés liées notamment à la complexité institutionnelle du royaume. D'importants efforts ont ainsi dû être fournis pour tenter d'améliorer la coopération interministérielle, mais aussi entre État fédéral, régions et entités locales.

Un chapitre particulièrement intéressant est dédié à la centaine de « revenants » de la zone syro-irakienne. 70 % ont déjà été jugés et plus de la moitié d'entre eux ont écopé de peines de prison supérieures à cinq ans. Thomas Renard analyse le parcours carcéral de ces individus et décrit leur prise en charge à l'issue de leur incarcération. Il consacre aussi un développement au traitement de la quarantaine

d'enfants belges revenus du « califat » de Daech.

Au-delà du cas de la Belgique, l'auteur cherche à tirer des enseignements plus généraux sur l'évolution de la lutte contre le djihadisme dans les démocraties libérales. Il note une tendance au renforcement de l'arsenal antiterroriste depuis une vingtaine d'années et à l'élargissement du champ d'intervention des acteurs spécialisés. Il met en garde contre un risque de surréaction, tout en soulignant le caractère subjectif de cette notion. Après deux décennies de guerre contre le terrorisme et à l'issue du retrait américain d'Afghanistan, il relève que nous sommes aujourd'hui à un tournant. Il envisage trois scénarios possibles – rétraction, consolidation ou expansion du contre-terrorisme –, se gardant bien de trancher. Quoi que nous réserve l'avenir, il ne faudra pas oublier les leçons de la période 2001-2021. Dans cette optique, le travail de Thomas Renard pourra jouer un rôle des plus utiles : celui de passeur de mémoire.

Marc Hecker

TERRORISME : LES AFFRES DE LA VENGEANCE. AUX SOURCES LIMINAIRES DE LA VIOLENCE

Myriam Benraad

Paris, Le Cavalier bleu, 2021,
224 pages

Si le lien consubstantiel entre terrorisme et vengeance paraît évident pour le terrorisme d'inspiration djihadiste, il l'est moins pour d'autres idéologies soutenant des violences politiques passées. L'ouvrage reprend une longue et encyclopédique histoire du terrorisme,

1. S. Boussois, « Lutte contre le terrorisme : la Belgique, maillon faible ? », *Politique étrangère*, vol. 82, n° 4, 2017.

depuis les sicaires de Judée jusqu'à l'IRA ou l'ETA, Baader et le Hezbollah, couvrant l'ensemble du spectre, historique mais aussi idéologique, incluant les idéologies religieuses autant que laïques.

Après avoir traité dans un ouvrage précédent de la colère comme moteur de mobilisation et d'action politique, l'auteur s'attache à la relation entre terrorisme et vengeance – autre sentiment puissant, d'essence individuelle mais pouvant glisser vers la violence collective. La vengeance se trouve ainsi désignée de « principe justificateur perverti mais surpuissant ».

On pourra reprocher à Myriam Benraad d'insister trop sur l'absence de travaux académiques sur le sujet – lequel fait pourtant l'objet d'un corpus non négligeable. Et pour cause : analyser les « narratifs » de vengeance présente un intérêt évident, y compris dans une démarche de prévention du terrorisme et de la radicalisation, voire de prévention des conflits. L'un des objectifs est de rompre la chaîne des violences en opposant la vengeance, par nature illégale, à d'autres formes de réplique à une agression : la justice, dans un cadre civil, et son pendant militaire, la riposte.

Au sujet de la loi du Talion, citée jusqu'à l'écœurement par la propagande djihadiste, l'auteur rappelle justement que le droit hébraïque a plus cherché à la transcender, par exemple en la remplaçant par des sanctions pécuniaires élevées, qu'à la consacrer.

Même dans un environnement musulman orthodoxe, on trouve peu de soutien argumenté à la vengeance : la charia insiste sur les *houdoud*, les limites, et le *fiqh* pose de multiples conditions, par exemple à l'application de la peine

de mort – ce dont les djihadistes ne s'encombrent guère.

Le livre est parsemé de graphiques souvent intéressants mais dont on aimerait avoir la source, et qui sont parfois présentés hors contexte et dénués de commentaires. Le chapitre sur le terrorisme suicide est un peu décevant : les Tigres tamouls, dont le rôle a été fondamental dans la promotion de ce mode opératoire, ne sont qu'à peine évoqués. On aurait aussi apprécié de voir traitées les « Veuves noires » de Tchétchénie, pourtant un exemple de terrorisme guidé par la vengeance.

L'un des aspects les plus intéressants de cet ouvrage est de montrer qu'une des chausse-trappes du contre-terrorisme est de rentrer dans une logique de contre-vengeance. La « guerre contre la terreur » qui a suivi le 11 Septembre fait à cet égard figure d'exemple d'opération plus punitive que cherchant à produire des effets sécuritaires. Toutefois, l'élimination de Ben Laden, qui fournit l'illustration de couverture, aurait du mal à être réduite à une « vengeance étatique », de même que celle du « calife » Abou Bakr al-Baghdadi, malgré toute la maladresse de la scénographie organisée par le président Trump.

L'ouvrage se termine sur une opposition salutaire de la justice et de la vengeance, et un sage rappel de la pression que les opinions publiques, rendues d'autant plus vindicatives que l'émotion soulevée par les attentats aura été importante, exercent sur le pouvoir politique.

Nicolas Hénin

EUROPE

LA FRANCE DANS LE BOULEVERSEMENT DU MONDE

Michel Duclos

Paris, Éditions de l'Observatoire,
2021, 320 pages

Michel Duclos propose une riche synthèse sur la place et le rôle de la France dans un monde dangereux et débousolé. La fin de la guerre froide a déréglé la boussole stratégique que le président de Gaulle avait « léguée à ses successeurs ». Il s'est ensuivi une politique étrangère française fondée sur la priorité européenne, la gestion de crise et un « incontestable rapprochement sur le plan opérationnel avec les États-Unis ». Mais il en a résulté une « érosion du consensus » qui présidait à notre politique étrangère. La victoire américaine sur le communisme s'est accompagnée d'une « désoccidentalisation du monde », en clair une perte d'influence de l'Occident liée au choc du 11 Septembre, à la gravité de la crise de 2008 et à la montée en puissance de la Chine, à quoi s'ajoutent les effets pervers de trop nombreuses interventions guerrières qui ont abouti, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, aux désastres que l'on connaît.

Dans un tel contexte, quel est « le monde selon Macron » ? Pour l'auteur, l'action de ce dernier relèverait pour l'essentiel d'« un réalisme de rupture ». Le président serait un « Gaulois réfractaire » qui « engrange les informations et les idées, mais son esprit les associe et les combine de façon imprévisible ». L'auteur rappelle quelques temps forts depuis 2017 : « la romance avec

Trump », le « duo improbable avec Poutine », les relations avec les autocrates du Moyen-Orient. Il examine l'évolution des « grands desseins » du président.

Michel Duclos dresse un bilan sévère de la politique d'Emmanuel Macron. Qu'il s'agisse du Sahel, de la Syrie, de la Libye, du Liban, de l'Iran, de la Russie, voire du Maghreb – où l'on n'a fait que « le service minimum » –, l'auteur souligne l'absence de résultats et la perte d'influence de la France. Il explique ces échecs par diverses raisons : la personnalisation de la politique étrangère et le style du président, la mise à l'écart d'un Quai d'Orsay soupçonné d'agir comme « État profond », le décalage entre les ambitions et les moyens. On pourrait pourtant observer qu'Emmanuel Macron a dû gérer le lourd héritage de ses deux prédécesseurs.

Devant un tel bilan, l'auteur propose un « réalisme stratégique ». Il recommande un jeu européen plus marqué, une relation étroite avec les États-Unis, une solidarité avec eux sur le dossier chinois en évitant « toute équidistance », un engagement plus affirmé sur la promotion des « biens communs mondiaux ».

S'agissant de la relation avec les États-Unis, dont l'image et la crédibilité se sont encore dégradées après le désastre afghan, l'affaire des sous-marins australiens appelle une nouvelle réflexion. Celle-ci a provoqué l'une des crises les plus graves survenues entre les deux pays, qui a mis dans l'embarras des néo-atlantistes dont la pensée est dominante au Quai d'Orsay. Michel Duclos n'a pu tenir compte de cette crise, qui a montré toutes les difficultés qu'il pouvait y avoir à établir avec Washington un véritable partenariat et des liens de confiance. Au-delà des bonnes paroles,

la relation franco-américaine a été affectée par cette affaire. La relation, structurellement difficile, restera dans les années à venir un problème majeur pour tout président soucieux de s'assurer que la France, « alliée mais non alignée », mènera une politique étrangère indépendante conforme à ses intérêts nationaux.

Denis Bauchard

EMBATTLED EUROPE. A PROGRESSIVE ALTERNATIVE

Konrad H. Jarausch
Princeton, Princeton University
Press, 2021, 344 pages

Konrad H. Jarausch, né en août 1941 à Magdebourg, en Allemagne, est un historien germano-américain, professeur de civilisation européenne à l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Ses travaux portent essentiellement sur l'histoire de l'Allemagne – les premiers sur l'ascension de Hitler au pouvoir, les travaux ultérieurs concernant davantage l'Allemagne de l'Est et la réunification allemande. Il vit aux États-Unis et en Allemagne où il a grandi. Cette double culture euro-(ou germano-)américaine explique sans doute sa démarche dans cet ouvrage. Il y propose une présentation d'ensemble non tant de l'Union européenne (UE) mais des 27 pays qui la composent, pour insister plus particulièrement sur le « modèle » européen, qu'il confronte évidemment au modèle américain. Et la comparaison est loin d'être en faveur de ce dernier.

C'est presque à un voyage à travers l'UE que l'auteur nous invite, revenant sur la transition des pays centre-est

européens, par le biais de la Hongrie et la Pologne, après 1989, et les enjeux de l'espace Schengen (première partie). La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée aux aléas de la construction européenne et revient sur la crise de la dette souveraine (analysée à travers le cas grec), sur les flux migratoires qui ont touché l'Italie et sur les raisons qui ont poussé les Britanniques à voter en faveur du Brexit. L'adaptation du modèle économique européen aux enjeux de la transition numérique et climatique est au cœur de la troisième partie, qui analyse l'évolution de l'industrie automobile en Allemagne à travers l'exemple de Volkswagen, l'adaptation de l'État-providence suédois aux attentes du pays en matière de formation professionnelle dans les métiers de haute technologie et, enfin, le tournant énergétique danois visant à l'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles.

Les enjeux politiques globaux, ainsi que la montée du populisme et de l'illibéralisme (et leur impact sur les relations transatlantiques) sont étudiés dans la quatrième et dernière partie, avec un retour sur la crise russo-ukrainienne de 2014, sur l'affaire des Gilets jaunes en France et, à travers le prisme du Forum de Davos, sur le clivage croissant entre les deux rives de l'Atlantique autour des grandes questions politiques et économiques.

L'auteur juge une telle approche multidimensionnelle nécessaire pour aborder la complexité de « l'unité dans la diversité » qui caractérise, selon lui, la vie contemporaine sur le Vieux continent. L'hétérogénéité entre les 27 qui en résulte n'est donc pas, pour Jarausch, source de faiblesse, mais de résilience et de capacité d'adaptation. Même si l'auteur souligne que les Européens

doivent redoubler d'efforts pour se conformer aux normes de leur propre modèle afin de contrer les pressions de l'économie mondialisée.

L'ouvrage est stimulant et s'inscrit en faux contre la sinistrose europhobe véhiculée par les chantages du déclinisme. Il s'adresse toutefois en priorité à un public plutôt éloigné des politiques européennes – comme ses étudiants, sans doute...

Hans Stark

REBUILDING EUROPEAN DEMOCRACY. RESISTANCE AND RENEWAL IN AN ILLIBERAL AGE

Richard Youngs

Londres, Bloomsbury Publishing/
I.B. Tauris, 2021, 256 pages

La démocratie a connu un affaiblissement sérieux en Europe durant les années 2010, en particulier en Hongrie et en Pologne, mais aussi à Malte, en France, en Espagne et ailleurs. Le mérite de Richard Youngs est de montrer que ces attaques, largement dues au courant illibéral et populiste, mais aussi à d'autres facteurs comme l'indépendantisme catalan ou la pandémie de Covid-19, n'ont rien d'un basculement inéluctable vers les valeurs autoritaires et ont aussi généré des réactions contraires.

L'auteur remet en perspective différentes formes de renouveau démocratique à l'échelle européenne : mobilisation citoyenne spontanée dans des manifestations et protestations de masse (par exemple contre les politiques d'austérité ou la corruption) ; consultations citoyennes initiées par les gouvernements (en Irlande mais aussi

en France avec le « Grand débat national » lancé par Emmanuel Macron après la protestation des Gilets jaunes et divers référendums organisés en Europe) ; émergence de nouveaux partis remettant en question les partis établis (En Marche en France, Mouvement 5 étoiles en Italie, Ciudadanos et Podemos en Espagne) ; utilisation du numérique (régulation du Net, lutte contre la désinformation, consultation numérique des citoyens en Estonie) ; réponses propres à l'Union européenne (procédures pour le respect de l'état de droit, initiatives citoyennes, Conférence sur l'avenir de l'Europe)...

On peut regretter que Youngs ne mène pas une réflexion plus approfondie sur la démocratie et ses contre-pouvoirs, qui lui aurait peut-être permis de formuler des propositions plus élaborées. Il prend peu en compte la diversité des nations européennes, or on ne gouverne pas un grand pays comme la France de la même manière qu'un petit pays comme l'Estonie, Rousseau avait déjà noté que le gouvernement démocratique convenait davantage aux petits États. L'analyse semble cantonner le populisme et l'illibéralisme à l'extrême droite et omet certains faits importants : en France la « Manif pour tous » et les manifestations pour Charlie, ou la démocratie directe « à la suisse ».

Reste que l'auteur souligne un paradoxe important et intéressant de la vitalité démocratique : le libéralisme politique peut s'opposer à la démocratie majoritaire (Tocqueville avait déjà mis en garde contre la « tyrannie de la majorité ») et les gouvernements « libéraux » se méfient de donner trop de pouvoir et d'influence aux citoyens. L'expérience montre que la participation citoyenne relève souvent plus du symbole que de l'effectif et que la démocratie directe

peut s'exercer contre les options libérales (par exemple contre les mariages entre personnes de même sexe).

L'auteur n'encourage pas cette forme de « démocratie contrôlée », sorte de despotisme éclairé, notamment au niveau de l'Union européenne. Il met en garde contre une forme de censure au prétexte de lutter contre la désinformation, même si celle-ci est encouragée par des puissances autoritaires comme la Chine et la Russie. S'il n'a pas de conclusion définitive sur la bonne stratégie contre le populisme d'extrême droite (le confronter aux responsabilités, comme en Italie et en Autriche ? ou l'ostraciser comme en France et en Allemagne ?), il se montre catégorique sur le fait que la résilience démocratique ne peut s'affirmer qu'en tirant pleinement parti des formes de mobilisation et de participation civiques qui se sont épanouies ces dernières années.

Maxime Lefebvre

BLUTIGE ENTHALTUNG. DEUTSCHLANDS ROLLE IM SYRIENKRIEG

Sönke Neitzel et Bastian Matteo Scianna
Fribourg, Herder Verlag, 2021,
160 pages

Presque aucun ouvrage jusqu'en 2021 sur la politique de l'Allemagne fédérale face à la guerre syrienne : vide comblé par *Blutige Enthaltung*, titre qu'on pourrait traduire par « Abstention sanguinaire ». Les deux chercheurs de l'Institut historique de l'université de Potsdam prennent l'exemple du conflit sur la période 2011-2021, examinent l'attitude de Berlin dans les crises du Moyen-Orient, montrant de manière

précise et convaincante comment l'Allemagne, première puissance économique de l'Union européenne, refuse systématiquement de répondre aux attentes de ses alliés et décline toute responsabilité politique dans la gestion internationale de ces crises. Les auteurs attribuent ce refus à l'absence totale de culture stratégique dans le domaine militaire.

Ils incluent dans leur étude le contexte général qui a conduit à la guerre en Syrie, rappelant les positions prises par l'Allemagne face aux printemps arabes, à la guerre en Libye, puis en Irak avec la montée en puissance puis l'effondrement de Daech. Leur travail est donc largement consacré à l'attitude allemande face aux crises du Moyen-Orient, même si le cœur de l'ouvrage interroge le cas syrien. Sönke Neitzel et Bastian Matteo Scianna montrent ainsi qu'à chaque fois qu'un recours à la force armée a été discuté entre Occidentaux, fût-ce par le biais de livraisons d'armement ou l'envoi de Casques bleus, Berlin a adopté une posture d'obstruction favorisant le *statu quo* (nonobstant la « ferme condamnation » officielle de la politique d'Assad).

Les auteurs soulignent ainsi qu'à peine le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) Ban Ki-moon avait-il proposé une mission internationale de paix en février 2012 que Berlin excluait déjà d'y participer. L'Allemagne n'a finalement envoyé qu'un seul officier d'état-major dans la nouvelle mission UNSMIS, quand d'autres États européens agissaient plus rapidement et avec plus de détermination. Lorsque l'Organisation du traité de l'Atlantique nord a élaboré des plans d'intervention militaire fin 2012, Berlin a vivement critiqué cette décision. L'Allemagne n'était pas prête à concourir à un objectif qu'elle avait elle-même

formulé : mettre fin au règne d'Assad, ce qui a pu contribuer au sauvetage de son régime. Lorsque le président américain Barack Obama a menacé de lancer des frappes aériennes après une attaque au gaz toxique en août 2013 – proposition soutenue par la France avant que Washington ne se rétracte –, l'Allemagne a désavoué ses deux principaux partenaires, faisant savoir qu'elle entendait attendre les rapports de l'ONU : un attentisme qui a fini par saper toute position occidentale commune sur la prévention de l'usage de gaz toxiques.

Il a fallu attendre la terreur de l'État islamique, la féroce répression contre les Yézidis et les attaques terroristes en France pour que la position de Berlin évolue prudemment à partir de 2015. Tout en restant largement passive, l'Allemagne livre dès lors des armes aux peshmergas kurdes en Irak, et soutient la formation de l'armée irakienne. Mais son intervention est restée limitée par rapport à celles de nations souvent plus petites. Même des États de taille moyenne comme le Danemark, la Norvège ou les Pays-Bas se sont plus impliqués que l'Allemagne, qui « a fait preuve d'un nombrilisme national grotesque », pour les auteurs d'un ouvrage qui, pour être très mesuré, traduit clairement les contradictions de la politique étrangère allemande.

Hans Stark

L'UKRAÏNE : DE L'INDÉPENDANCE À LA GUERRE

Alexandra Goujon
Paris, Le Cavalier bleu, 2021,
176 pages

Alexandra Goujon consacre son dernier ouvrage aux nombreuses « idées

reçues » qui circulent sur l'Ukraine. L'ouvrage met en évidence l'instrumentalisation politique de « narratifs » répandus pour la plupart par la Russie, puis repris par des médias et des responsables politiques occidentaux.

L'histoire de l'Ukraine est la première concernée. Elle s'inscrit traditionnellement dans une historiographie développée en Russie et largement relayée en Occident, qui a eu pour effet de « discréditer la spécificité de l'identité ukrainienne » et d'imposer l'idée que ce pays est une simple variante régionale de la nation russe. S'appuyant sur des historiens qui font autorité (dont Andreas Kappeler), Alexandra Goujon montre ainsi que l'expression « Kiev, mère des villes russes », utilisée en Russie pour établir une continuité historique entre la Rous de Kiev (IX^e siècle), la principauté de Moscou (XII^e siècle) et l'État russe contemporain, « s'apparente à un abus de langage, l'homophonie entre Rous et Russe (participant) à la confusion ». Déclarer que « l'Ukraine n'existe pas en tant qu'État avant 1991 » – elle « n'est même pas un État », aurait affirmé Vladimir Poutine à George Bush en 2008 – est tout aussi tendancieux.

La société, la vie politique de l'Ukraine et sa place dans le monde sont l'objet de nombreux autres stéréotypes et contrevérités. Marteler que « l'Ukraine est profondément divisée » est un moyen de mettre en évidence les vulnérabilités et la fragilité de l'État ukrainien. Assurer, contre toute évidence, que « les russophones sont menacés », que le conflit dans le Donbass est « une guerre civile », alors que l'implication russe est avérée, que « la Crimée a toujours été russe » (alors qu'elle ne l'est que depuis 1783, qu'elle a été rattachée à l'Ukraine de 1954 à 2014, et que les

Russes n'y sont devenus majoritaires que suite à la déportation des Tatars en 1944), vise à justifier son annexion et l'intervention dans le Donbass, tout en suggérant l'incapacité de Kiev à résoudre le conflit. Prétendre que Maïdan est « un coup d'État fasciste soutenu par l'Occident » vise à discréditer cette révolte et le changement de pouvoir qui en découle, et à rejeter l'idée d'un mouvement populaire spontané.

Au fil des pages, l'ouvrage révèle une Ukraine aux multiples vulnérabilités, peinant à avancer sur la voie des réformes. Le pays dispose pourtant aussi de nombreux atouts et se transforme. Les révolutions orange (2004) et de la dignité (2013-2014) témoignent d'une soif de liberté et d'émancipation, d'une forte volonté de rupture avec un système politique corrompu. Elles révèlent l'étonnante capacité de mobilisation d'une société civile vigilante et dynamique, ainsi qu'un engagement civique qui peut être observé dans de nombreux secteurs. La démocratisation est certes imparfaite mais elle progresse, en contraste avec les régimes autoritaires russe et biélorusse. Et, progressivement, le pays s'ancre au monde euro-atlantique.

Le livre d'Alexandra Goujon confirme que l'historiographie et la désinformation constituent des éléments essentiels des relations internationales. La politique russe a longtemps obéré la compréhension de l'identité de l'Ukraine, d'où le peu d'intérêt porté à cet État jusqu'à une date récente. Mais au lieu d'anéantir le sentiment d'identification nationale et la volonté d'indépendance des Ukrainiens, elle les a renforcés.

Anne de Tinguy

THE NORDIC ECONOMIC, SOCIAL AND POLITICAL MODEL: CHALLENGES IN THE 21ST CENTURY

Anu Koivunen, Jari Ojala et Janne Holmén (dir.)
Londres, Routledge, 2021,
272 pages

Voici un ouvrage composite qui ambitionne d'éclairer comment « la recette des pays nordiques permettant d'associer des démocraties stables, la liberté individuelle, la croissance économique et des systèmes de sécurité sociale complets se trouve à la croisée des chemins dans le contexte actuel d'une économie numérique mondialisée, des tensions géopolitiques et des changements dans la culture politique ainsi que des défis adressés à la démocratie ».

L'ouvrage s'organise en trois parties. La première – les cinq premiers chapitres – traite des défis posés à la démocratisation et aux formes traditionnelles de gouvernance. Elle comprend notamment deux chapitres présentant l'origine du concept de modèle nordique, ses usages politiques et les enjeux auxquels doivent faire face les sociétés nordiques contemporaines. La deuxième partie – les cinq chapitres suivants – est centrée sur les évolutions du système politique, de la structure des partis et de l'espace public. Elle comporte ainsi des contributions sur les forces traditionnelles des systèmes politiques nordiques et sur la montée des formations populistes de droite. La troisième – les trois derniers chapitres – porte sur la réactualisation du modèle nordique à l'aune des problématiques de genre, des évolutions des modèles de production et de leurs impacts sur le système éducatif.

L'ouvrage couvre ainsi un ensemble de thématiques susceptibles d'intéresser

les chercheurs spécialisés souhaitant disposer de contributions récentes sur les enjeux contemporains dans les pays nordiques. Il pourra également intéresser les chercheurs en sciences politiques souhaitant disposer d'éclairages sur leurs politiques publiques et leurs réponses aux enjeux transnationaux.

Chaque contributeur appuie sa démonstration sur des éléments de politique publique comparée, à partir d'exemples d'au moins deux pays nordiques différents. L'ouvrage offre ainsi globalement une diversité d'éclairage sur les politiques publiques et les organisations sociétales de ces pays. Les auteurs évitent soigneusement de présenter le modèle nordique comme un ensemble homogène qui présenterait des réponses uniformisées à des défis communs.

Certains chapitres se démarquent par la qualité de leur synthèse ou la singularité de leur approche. Ainsi, le chapitre dédié à la « neutralité liquide » offre une remarquable perspective sur les évolutions du débat public, en Finlande et en Suède, autour de l'adhésion à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. De même, le chapitre consacré à la politique et à la diversité culturelles éclaire les différentes approches retenues par les pays nordiques face au multiculturalisme et leurs évolutions sur cette question. Enfin, le chapitre consacré au déclin de la social-démocratie en Suède se démarque par une vision très critique des évolutions de ce courant politique et de son idéologie.

Les trois chapitres de conclusion offrent des vues intéressantes sur la manière dont les sociétés nordiques envisagent les grands chantiers à venir. Et le chapitre consacré à l'éducation 4.0 dans le

cadre de la quatrième révolution industrielle avance des idées sur l'évolution du rôle du système éducatif pour accompagner les mutations de l'emploi.

Cyril Coulet

AFRIQUE

TURKEY IN AFRICA: A NEW EMERGING POWER ?

Elem Eyrice Tepeciklioğlu et Ali Onur Tepeciklioğlu (dir.)
Londres, Routledge, 2021,
292 pages

TURKEY IN AFRICA. TURKEY'S STRATEGIC INVOLVEMENT IN SUB-SAHARAN AFRICA

Federico Donelli
Londres, Bloomsbury, 2021,
224 pages

Engagement opportuniste ou stratégie à long terme, l'ampleur qu'a pris ces dernières années la présence turque en Afrique subsaharienne intrigue, tant elle gagne en substance.

En abordant la Turquie à partir de son statut de puissance émergente, ces ouvrages offrent tout d'abord un cadre théorique à l'analyse des relations turco-africaines. L'activisme de la Turquie en Afrique répond aux caractéristiques de la puissance émergente (discours révisionniste, rhétorique du partenariat gagnant-gagnant, liens basés sur les relations commerciales,

engagement pour le maintien de la paix, préférence pour la coopération bilatérale plutôt que multilatérale), et sert dans le même temps les objectifs de ce statut (diversification des partenaires, soutien diplomatique dans les instances internationales, construction d'un nouveau récit identitaire).

Par ailleurs, replacer la politique africaine de la Turquie dans son agenda de politique étrangère est particulièrement édifiant pour saisir à la fois sa portée et la nature du rapport que la Turquie entretient avec le continent. Cantonnées à l'Afrique du Nord pendant la période ottomane, inexistantes à la naissance de la République obsédée par l'Occident, puis sous-produits des dynamiques de guerre froide, c'est seulement à partir des années 1970 que les relations entre la Turquie et l'Afrique prennent un léger tournant, Ankara cherchant à se distancier des Occidentaux et partant en quête d'un soutien diplomatique à l'invasion de Chypre. Les années 1980, ébranlées par la libéralisation économique, marquent le début d'une politique étrangère proactive et multidimensionnelle, dans laquelle s'inscrit le Plan d'action pour une ouverture à l'Afrique de 1998. L'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 ouvre une nouvelle ère doctrinale, qui doit amener la Turquie à jouer un rôle sur la scène internationale. Comme pour d'autres puissances émergentes avant la Turquie, l'Afrique apparaît alors comme un terrain de travail idéal. L'année 2005, proclamée « année de l'Afrique » en Turquie, marque une intensification de l'activisme diplomatique turc, aujourd'hui très caractéristique de son influence sur le continent (43 ambassades, 55 visites de R.T. Erdogan depuis 2002, 3 sommets diplomatiques multilatéraux à ce jour).

Une fois ces données théoriques et chronologiques confirmées, les deux

ouvrages s'attellent à catégoriser la spécificité du modèle turc en Afrique, et là encore s'accordent. La Turquie offre une alternative aux partenaires africains, une troisième voie à mi-chemin de Washington et de Pékin : c'est le « consensus d'Ankara ». La Turquie s'approprie à la fois le thème porteur de la coopération Sud-Sud, la non-conditionnalité propre à l'aide chinoise et certaines pratiques des bailleurs occidentaux (renforcement des institutions), tout en empruntant des éléments aux acteurs arabes du Moyen-Orient (notamment l'approche religieuse).

Donelli livre aussi une sociologie de l'appareil multi-acteurs turc qui œuvre sur le continent africain : les acteurs non gouvernementaux y ont une place prépondérante, et ont été précurseurs. Les parties 2 et 3 de l'ouvrage collectif proposent des études de cas sectorielles (économie, sécurité) et une analyse des outils du *soft power* fouillées, qui permettent d'incarner concrètement les présences turques assez méconnues en Afrique.

Après avoir fait ses armes en Somalie, véritable laboratoire de la méthode turque (notamment humanitaire), Ankara est aujourd'hui systématiquement perçue comme un nouvel acteur installé en Afrique subsaharienne, et son activisme assumé est vu comme une concurrence nouvelle pour les partenaires traditionnels du continent. Ces deux ouvrages relativisent toutefois la profondeur des liens économiques, pourtant leviers privilégiés du renforcement des relations Turquie/Afrique subsaharienne. Bien que le volume des échanges ait été multiplié par quatre ces vingt dernières années, l'Afrique reste un partenaire économique secondaire pour la Turquie, qui ne concurrence pas non plus les volumes d'échanges de

l’Afrique avec l’Europe ou la Chine. Et en dépit d’un récent investissement dans le secteur de la sécurité, en adéquation avec le tournant sécuritaire qu’a pris la politique étrangère turque depuis 2015, les ouvrages soulignent l’absence de stratégie de long terme en Afrique, et des capacités d’expansion limitées.

L’apport de ces deux ouvrages est indéniable, puisqu’ils comblent certaines lacunes de l’analyse de ces relations, et instruira quiconque souhaite approfondir ses connaissances sur les trajectoires turques en Afrique. La spécificité du modèle turc qui y est décrite, la multiplicité des acteurs et outils diplomatiques recensés, confirment la nécessité de produire davantage de monographies basées sur des recherches empiriques. En dépit de la tentative intéressante d’Alexis Habiaremye, on regrettera à ce stade que les perspectives des partenaires africains n’aient pas été davantage prises en compte.

Elisa Domingues dos Santos

ASIE

CHINE-EUROPE : LE GRAND TOURNANT

David Baverez

Paris, Le Passer, 2021, 208 pages

David Baverez publie un deuxième livre destiné à expliquer aux Français – l’une de ces « sociétés de la peur » – comment mieux appréhender la Chine de Xi Jinping – cette « société de l’ardeur ». L’idée directrice est explicitement de contribuer à fonder pour le

XXI^e siècle des liens sino-européens semblables aux liens transatlantiques du XX^e siècle, dans l’objectif cette fois de « défier les États-Unis ».

Le livre se compose d’entretiens fictifs entre Xi et des figures européennes caricaturales : un éditorialiste parisien épris des droits de l’homme ; un industriel allemand friand des nouvelles technologies de l’information ; un gérant de *family office* suédois spécialisé dans le secteur numérique, etc.

Contrastant avec des intervenants européens aux analyses grossières, la parole plus structurée prêtée à Xi déroule le « narratif » officiel du Parti communiste chinois (PCC), entremêlé de poncifs essentialistes sur les Chinois. Ainsi, le PCC n’est pas un parti politique mais « celui de la civilisation chinoise ». Le contrôle de la population devient une nécessité absolue pour le développement. L’absence de liberté politique est une « tradition historique » d’une population préférant l’intérêt collectif aux droits individuels. L’absence de démocratie permet la promotion de la compétence dans le seul souci de l’intérêt collectif. D’ailleurs, la surveillance des réseaux sociaux réaliserait cette démocratie directe clamée en Occident : miracle d’une « tech-cratie » agile que le livre oppose aux lourdeurs de la « tech-no-cratie »...

Les performances économiques du régime sont aussi élogieusement traitées. Le réservoir de croissance serait « beaucoup plus grand que généralement perçu », avec pour seul argument l’élévation des chinois ruraux (40 % de la population) au niveau de consommation de leurs concitoyens urbains. En outre, le régime chinois « n’aura jamais à affronter le problème des retraites, car – loué soit Confucius ! – la génération

de Chinois âgés continuera à travailler jusqu'à sa mort ». Voilà qui devrait ravir un PCC réticent à rehausser l'âge officiel de la retraite, actuellement autour de 55 ans en moyenne. Il sera aussi heureux d'apprendre que les déboires boursiers de 2015 sont le fait du « courage des régulateurs » qui ont su prévenir une bulle financière sur un marché chinois qui s'était pourtant félicité d'une hausse de 150 % en un an. Quelques critiques sont tout de même formulées : les gabegies liées à l'interventionnisme industriel, ou l'affirmation prématurée d'un mercantilisme industriel braquant ses partenaires.

Parallèlement, l'Europe est dépeinte comme un continent vieillissant, incapable de se réformer, en dépit de vertus héritées de son glorieux passé. Face à ce contraste si éclatant, l'Européen finit par demander à Xi de venir « insuffler à nos leaders européens le triptyque de Deng Xiaoping, vision, détermination et courage qui semble cruellement leur manquer ».

N'importe : le livre qui s'ouvre sur la présentation par Xi aux hauts dignitaires du PCC de velléités mercantilistes vis-à-vis de l'Europe alors que les États-Unis restreignent l'accès à leurs technologies, se clôt par une épiphanie vantant une étroite coopération sino-européenne. Une relation forcément « gagnante-gagnante », insiste le livre qui reprend allègrement l'un des grands slogans de Pékin dans sa campagne en faveur d'une refonte de la mondialisation sur la base des standards et préférences du PCC.

François Chimits

DISAGGREGATING THE CHINA. INC. STATE STRATEGIES IN THE LIBERAL ECONOMIC ORDER

Yeling Tan

Ithaca, Cornell University Press,
2021, 240 pages

Cet ouvrage cherche à expliquer la libéralisation économique limitée en Chine aujourd'hui, en dépit des engagements forts concédés par l'État pour devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Alors que les membres du Parti communiste chinois au pouvoir au début des années 2000 soutenaient idéologiquement la libéralisation, celle-ci n'a pas eu lieu.

Yeling Tan explique ce résultat surprenant par la « cacophonie » de réponses économiques aux différents niveaux de gouvernements – central, provincial et cantonal – pour se conformer aux exigences de l'adhésion à l'OMC. Cette variabilité aurait été liée à la très forte décentralisation de la politique économique chinoise, et à la compétition au sein du Parti communiste entre acteurs ayant voix au chapitre.

L'ouvrage explique ainsi que, tandis que les membres du gouvernement central ont été davantage soumis à la pression exercée par l'OMC, l'intérêt à libéraliser a varié d'une province et d'un canton à l'autre. Parmi les facteurs locaux déterminants, on relève une composition industrielle diversifiée qui, en accroissant les possibles bénéfiques tirés des mesures de libéralisation, aurait encouragé les décideurs locaux à se conformer aux demandes du gouvernement central. À l'inverse, les cantons caractérisés par une plus grande concentration industrielle auraient été plus à risque dans un contexte de concurrence internationale, et donc plus

réticents à une mise en conformité avec les demandes de l'OMC.

Pour Yeling Tan, les motivations des acteurs locaux à résister aux demandes de l'OMC sont aussi d'ordre individuel : le ralentissement de la croissance sur le court terme lié à la nécessaire adaptation à un marché ouvert aurait pu pénaliser l'avancement politique des membres de gouvernements locaux, évalués en grande partie sur la performance économique de leur circonscription. Cette différence de réaction aux exigences de la communauté internationale entre les échelons locaux et nationaux a été facilitée par l'existence de réseaux parallèles déterminant la promotion ou la rétrogradation des acteurs. Pour les agents des agences centrales pékinoises, suivre les orientations du gouvernement central aurait été induit par leur appartenance à un réseau pékinois ; alors que des réseaux provinciaux et cantonaux distincts déterminaient la carrière des acteurs locaux. Le gouvernement central aurait donc eu peu de moyens de représailles face à des cantons refusant la mondialisation.

Yeling Tan montre donc ici que c'est avant tout l'effet conjugué de calculs rationnels coût/bénéfice, souvent individuels, opérés par divers agents de l'État central et décentralisé, qui a déterminé le choix d'accompagner ou de s'opposer à la libéralisation économique.

Au-delà de l'apport empirique conséquent présenté dans une analyse systématique des réglementations promulguées par tous les agents de la politique économique chinoise, ce travail va à l'encontre de la thèse souvent défendue en France selon laquelle l'étatisation de l'économie chinoise aurait été parfaitement orchestrée par le Parti, et docilement exécutée par les organismes d'État,

les provinces et les localités. Corollairement, il remet en cause l'idée volontairement véhiculée par Pékin selon laquelle un régime autoritaire serait plus efficace qu'une démocratie, et plus capable de contraindre les institutions et la chaîne bureaucratique à ses ambitions réformistes.

Camille Brugier

THE AFGHANISTAN FILE

Prince Turki Al Faisal Al Saud
Cowes, Arabian Publishing, 2021,
216 pages

Ce livre, précise l'auteur, répond à une demande du roi Abdallah, alors prince héritier d'Arabie Saoudite, constatant que les divers acteurs de la crise afghane – Pakistanais, Américains, Russes, Européens – avaient tous donné leur version des faits « en blâmant l'Arabie Saoudite pour une bonne part de ce qui tourna mal », et concluant qu'il fallait fournir une analyse saoudienne de cette histoire tourmentée. Qui pouvait mieux s'en charger que Turki Al Faisal, prince du sang, chef des services de renseignement saoudiens de 1978 à 2001 et à ce titre principal acteur de la politique afghane du royaume ?

Trois grands thèmes structurent son récit. L'appui aux moudjahidines soulevés contre le régime communiste afghan monte en puissance après l'intervention soviétique de 1979, vue par beaucoup – pas seulement au Pakistan – comme étape d'une possible avancée vers la mer d'Arabie. La coopération entre la Central Intelligence Agency (CIA), le General Intelligence Department saoudien (GID) et les services pakistanais (ISI) met en place une action cofinancée par Washington et

Riyad, qui confie à l'ISI la distribution de fonds et d'armes aux moudjahidines afghans, et *de facto* aux combattants non afghans venant soutenir leur djihad. L'Armée rouge défaite en 1989, les dissensions entre chefs moudjahidines – dont certains exaspèrent Turki Al Faisal – aboutissent à une guerre civile qui ruine tout espoir de stabilisation jusqu'à l'émergence des talibans qui prennent Kaboul en 1996.

L'anarchie post-soviétique des moudjahidines déçoit Riyad, mais un autre problème surgit : le retour au pays de combattants radicalisés sur le front afghan. Parmi eux, Oussama Ben Laden, que le prince Turki a croisé plusieurs fois et qui va devenir le principal opposant au pouvoir saoudien en publiant en 1993 sa « Déclaration n° 1 » qui appelle à renvoyer les forces américaines du royaume et à réformer le régime. Déchu de sa nationalité saoudienne, Ben Laden accepte l'hospitalité du Soudan du général el-Béchir, qu'il doit quitter en 1996, revenant en Afghanistan. Deux fois Turki Al Faisal rencontrera le mollah Omar pour qu'il extrade Ben Laden : en vain.

Pour contrer les autres historiographies de l'Afghanistan contemporain, le prince Turki souligne que les financements gouvernementaux ont cessé avec la chute des communistes, et que les fonds saoudiens destinés aux réfugiés afghans au Pakistan – mais aussi, concède-t-il, « en soutien de l'extrémisme en Afghanistan » –, étaient des fonds privés, libres de tout contrôle officiel. Le royaume n'a jamais, assure-t-il, financé l'Émirat islamique du mollah Omar, pourtant reconnu par Riyad. Turki Al Faisal en dénonce les excès, tout en qualifiant de « mythe » l'influence du wahhabisme sur les talibans d'idéologie déobandite.

Reste une question : pourquoi le chef des services saoudiens démissionne-t-il quelques jours avant le 11 Septembre ? Déçu de n'avoir pu obtenir l'extradition de Ben Laden confesse-t-il, et las d'une fonction occupée près d'un quart de siècle. Sans doute ne saurait-on tout attendre d'un ancien chef des services secrets... *The Afghanistan File* n'en est pas moins un document important par son récit, les courriers officiels qu'il dévoile et *in fine*, dans le dernier chapitre, par les réflexions qu'il offre sur l'évolution du royaume, l'échec des socialismes arabes, les Frères musulmans, l'Irak, l'Iran, la Palestine, et le Yémen où Ben Laden, déjà, proposait au prince Turki d'intervenir...

Jean-Luc Racine

LA GUERRE PAR LE DROIT. LES TRIBUNAUX TALIBAN EN AFGHANISTAN

Adam Baczko

Paris, CNRS Éditions, 2021,
384 pages

La parution de *La guerre par le droit*, à la rentrée 2021, a coïncidé avec la chute de Kaboul, qui a ramené l'Afghanistan au cœur de l'actualité. Alors que l'effondrement militaire, la panique dans la capitale et les images de l'évacuation américaine sonnaient comme un terrifiant écho à la chute de Saïgon en 1975, cet ouvrage pose une hypothèse dérangeante : les talibans auraient-ils gagné cette guerre par le droit ?

Dérangeante d'abord car ce mouvement s'est surtout distingué par sa sauvagerie dès les années 1990. Et l'image de « talibans 2.0 » qui se seraient assagis avec le temps est évidemment infirmée par les faits.

Dérangente, car il faut dire que les atteintes régulières au *jus in bello*, autant que la corruption institutionnalisée, ont éloigné l'intervention engagée par George W. Bush « au nom du droit » des critères de la guerre juste, tels qu'actualisés par Michael Walzer.

Dérangente enfin car elle démontre la croissante instrumentalisation du droit par toutes les parties en situation de conflit.

Le premier mérite de ce livre, issu de la thèse de doctorat de l'auteur, est de se fonder sur une longue pratique du terrain afghan selon la méthodologie de l'observateur participant, que le principe de précaution a rendu trop rare en zone de guerre. Loin d'être exempte de biais cognitifs, elle reste pourtant indispensable à une analyse exhaustive des conflits, face aux idées reçues qui germent loin du champ de bataille.

L'ouvrage s'attache à démontrer à quel point 40 ans de guerre ont pu bouleverser le fonctionnement traditionnel de la justice en Afghanistan, polarisé sur les questions de propriété terrienne et de droit familial. Le désordre produit par la violence s'y est amplifié par l'anarchie créée par la seule application de la loi du plus fort – en l'espèce celle des chefs de guerre, qui ont détruit le fonctionnement de la coutume.

Et paradoxalement l'intervention des Occidentaux, prônant l'état de droit, a échoué à (r)établir un ordre juste en accumulant les erreurs d'appréciation sur les réalités afghanes, en plaquant une vision souvent fantasmée de la tradition locale et en accompagnant l'émergence d'une gouvernance totalement corrompue.

Dans ce contexte, les talibans ont été crédités du mérite de ramener un ordre

social, certes injuste, mais fonctionnel et cohérent. Leur intransigeance a visé à mettre fin à la *fitna*, sorte de version islamique de « la guerre de tous contre tous » de Hobbes, et péché suprême pour les écoles les plus traditionalistes.

Cette mise en lumière de l'instrumentalisation du droit dans la guerre apporte une clé de lecture majeure des conflits armés modernes. Pour cela, dépassant la question des enjeux – multiples et parfois circonstanciels – du conflit afghan, Adam Baczko démontre magistralement comment l'appropriation du droit par chaque partie au conflit caractérise ce que Carl Schmitt nomme les « guerres civiles internationales ». Paradoxe ? Sans doute si l'on s'en tient à la seule théorie classique. Mais réalité, tant il apparaît que le droit n'est plus, en guerre civile, le monopole de l'État, mais également une arme dans la main de l'insurgé.

Laurent Bansept

**IN SEARCH OF LOST GLORY:
SINDHI NATIONALISM IN PAKISTAN**

Asma Faiz
Oxford, Oxford University Press,
2021, 288 pages

**POUR UNE AUTRE IDÉE DU PAKISTAN.
NATIONALISME ET CONSTRUCTION
IDENTITAIRE DANS LE SINDH**

Julien Levesque
Rennes, Presses universitaires de
Rennes, 2022, 316 pages

Ces deux livres s'intéressent à un territoire situé au sud-est du Pakistan, la

province du Sindh. Ils s'inscrivent dans une perspective politologique et sont les versions remaniées de deux thèses de doctorat. Les deux ouvrages s'intéressent à la question du nationalisme sindhi, tout en mettant en œuvre des méthodologies et des perspectives différentes. On peut repérer cette distinction dans les titres eux-mêmes : *In Search of Lost Glory: Sindhi Nationalism in Pakistan*, et *Pour une autre idée du Pakistan. Nationalisme et construction identitaire dans le Sindh*. L'intérêt majeur des deux ouvrages étant qu'ils se concentrent sur des questions qui sortent des sentiers battus : le Pakistan est d'ordinaire vu comme un bloc monolithique avec l'islam comme ciment, ce qui est loin d'être le cas.

L'hypothèse de travail n'est pas la même chez les deux auteurs, et ils n'ont pas utilisé exactement les mêmes sources. Asma Faiz, dont le travail se base surtout sur les archives britanniques, des sources publiées et des entretiens conduits essentiellement avec des journalistes et des acteurs politiques, pose comme hypothèse que le nationalisme sindhi reflète les travaux d'une communauté à la recherche de sa gloire. Son ouvrage constitue par conséquent une sorte de synthèse des mouvements sindhis nationalistes qui ont éclo après la partition de 1947 : il suit donc, au long des chapitres, une trame chronologique se référant aux différentes étapes de ce mouvement politique.

La problématique développée par Julien Levesque est plus élaborée. Dans une longue introduction, Levesque développe une problématique sophistiquée reflétant la complexité du nationalisme sindhi. Son hypothèse de départ est que « le nationalisme sindhi, en tant que discours et en tant que mouvement, a forgé de manière significative la

société et la politique du Sindh au cours du XX^e siècle ». Il propose donc une « conceptualisation constructiviste du nationalisme comme discours performatif ». Ce n'est pas le seul point sur lequel les ouvrages se démarquent.

Avant d'en arriver au plus important, on relèvera qu'Asma Faiz a une vision quelque peu particulière des Bhutto : elle qualifie les discours de Zulfikar Ali Bhutto de « curieux mélange de populisme, de nationalisme ethnique et de charisme ». Si le mélange peut sembler curieux, il n'en reste pas moins une idéologie assez courante dans le monde, notamment dans les années 1970. On peut trouver dans ce même ouvrage d'autres assertions étonnantes sur le Parti du peuple pakistanais (PPP). L'auteur paraît par exemple nier que Bhutto et son parti ont initié d'énormes changements au Pakistan : « Même si le PPP n'a pas initié le processus de changement, il est devenu une fonction et un symbole de ce changement » – tout en poursuivant en mentionnant les importantes nationalisations opérées par Bhutto dans différents secteurs de l'économie...

L'apport essentiel du travail de Julien Levesque tient à l'importance qu'il accorde à la culture. Son ouvrage se divise en deux parties : « Trois générations de nationalisme sindhi » et « Le projet nationaliste : culture réifiée et marqueurs identitaires ». Cette deuxième partie, qui fait la richesse et le caractère novateur de cette recherche, intéresse en effet les sciences politiques en général, bien au-delà du Sindh, du Pakistan et toute l'Asie du Sud, en ce que l'auteur restitue le rôle joué par la culture dans le développement des mouvements politiques. La démonstration par laquelle Julien Levesque

illustre comment les productions culturelles forment le cœur de l'identité forgée par le nationalisme rend indispensable la lecture de ce livre. On peut sans grand risque augurer que cette démonstration servira de modèle, et pourra donc être ré-employée dans des contextes géographiques différents.

Michel Boivin

MOYEN-ORIENT

LE MOYEN-ORIENT AU DÉFI DU CHAOS. UN DEMI-SIÈCLE D'ÉCHECS ET D'ESPOIRS

Denis Bauchard
Paris, Maisonneuve et Larose/
Hémisphères, 2021, 378 pages

Peu de personnalités françaises peuvent se prévaloir d'une expérience moyen-orientale de plus d'un demi-siècle. Denis Bauchard est membre de ce club très réservé puisque c'est en 1966 qu'il rejoint le Liban comme conseiller financier à vocation régionale. Il a pu ainsi se rendre par la route de Beyrouth à Bagdad, en passant par Alep et Mossoul, aller-retour aujourd'hui inconcevable. Il a aussi connu les protectorats britanniques du Golfe, alors bien modestes, solidaires pour résister aux ambitions saoudiennes, mais divisés entre les Émirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn et Oman lors de leur accession à l'indépendance. Il a même été consulté par le président libanais lors de la banqueroute d'une des principales banques de Beyrouth. Au temps pour la « Suisse du Moyen-Orient » !

Mais l'intérêt de cet ouvrage, au titre paradoxalement réducteur, réside moins dans ces souvenirs rapportés d'une plume alerte que dans les analyses menées sur une période aussi longue par celui qui fut, entre autres, ambassadeur en Jordanie de 1989 à 1993, directeur pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au Quai d'Orsay de 1993 à 1997, président de l'Institut du monde arabe de 2002 à 2004, avant de rejoindre l'Ifri. Denis Bauchard nous livre ainsi une réflexion au long cours, nourrie de ses différents postes et points de vue, ainsi que d'une authentique expertise économique, particulièrement bienvenue sur un dossier qui a nourri nombre de généralisations géopolitiques ou d'amalgames confessionnels. Il est ainsi convaincu que le tournant majeur de l'histoire contemporaine de la région intervient avec la désastreuse invasion américaine de l'Irak en 2003, ce qu'il appelle le « prélude au chaos » actuel.

Il est évident que l'impact déstabilisateur de cette invasion a été d'autant plus considérable que les dictatures arabes ont désormais associé leurs propres oppositions aux visées américaines pour mieux les museler. Mais Denis Bauchard aurait aussi pu souligner la responsabilité, au moins indirecte, de Jacques Chirac dans cette « montée des périls » : le président français, auréolé dans le monde arabe par son opposition à l'aventurisme américain, n'a jamais cherché à capitaliser sur ce formidable crédit pour encourager une dynamique de réformes ; il s'est au contraire fait le champion d'un *statu quo* autoritaire, alors même que ces différents régimes étaient déjà entrés en crise structurelle. La France aurait pourtant pu incarner une « troisième voie », entre l'interventionnisme américain et la glaciation despotique, alors que Chirac

préféra déclarer en 2003, en visite officielle dans la Tunisie de Ben Ali : « le premier des droits de l'homme, c'est de manger »...

Denis Bauchard nous livre de passionnantes réflexions sur les dix dernières années de dialectique entre révolution et contre-révolution, marquées par l'affirmation des sociétés civiles mais aussi par la multiplication des États faillis et la poussée du djihadisme. Il propose en conclusion trois scénarios d'évolution du Moyen-Orient à l'horizon 2050, un exercice délicat qu'il mène avec brio. L'important reste à ses yeux l'affirmation des acteurs régionaux, là où très longtemps les grandes puissances ont dicté leur agenda. Une raison supplémentaire pour apprendre de cet observateur à la fois engagé et lucide.

Jean-Pierre Filiu

RUSSIE

RUSSIE. LE RETOUR DE LA PUISSANCE

David Teurtrie

Paris, Armand Colin, 2021,
224 pages

La Russie est-elle toujours cette « puissance pauvre » évoquée en 1993 par Georges Sokoloff, aux visées hégémoniques très supérieures à ses moyens réels ?

Engluée dans un humiliant déclin avant la relative prospérité de la décennie 2000, la Russie reprend sa place parmi les puissances majeures du globe au tournant des années 2010. Ce

« retour » tient en particulier au renouveau de son armée qui, sous Vladimir Poutine, a fait l'objet d'une refonte structurelle et bénéficié d'un effort budgétaire contrastant avec les sous-investissements chroniques des années 1990. Auréolé d'un prestige militaire retrouvé, dont témoigne la mise au pas des indépendantistes tchétchènes, Moscou fait à nouveau figure de puissance hégémonique crédible. D'un côté, la Russie consolide son leadership dans son étranger proche : création de l'Organisation du traité de sécurité collective avec l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan ; déstabilisation du Donbass en Ukraine par un soutien officieux aux séparatistes pro-russes. De l'autre, elle étend son influence au Moyen-Orient, où son intervention en Syrie lui permet de garder la concession des bases navale de Tartous et aérienne de Hmeimim, mais aussi en Afrique, avec le déploiement des mercenaires de la société privée Wagner en Centrafrique et en Libye.

La politique de résilience conduite par Vladimir Poutine depuis son arrivée au Kremlin en 2000 a d'autres résultats notables. Décidée en réponse aux sanctions économiques édictées par les États-Unis et l'UE pour punir la Russie d'avoir fait main basse sur la Crimée en 2014, la substitution aux importations de la production nationale (*importozamesenie*) permet à Moscou de développer une puissante industrie agricole et de s'imposer comme l'un des principaux exportateurs mondiaux de céréales – avec 20 % du commerce mondial de blé. L'État cherche à dupliquer cette stratégie de développement (astucieusement qualifiée par l'auteur de « substitution des exportations ») dans l'industrie extractive, où la montée en gamme annoncée dans la transformation et les productions à plus forte

valeur ajoutée que la simple exportation de matières premières peinent encore à se concrétiser.

Par ailleurs, ayant considéré très tôt le *soft power* comme un élément complémentaire du *hard power*, Moscou a une longueur d'avance sur nombre de pays, notamment européens, dans le domaine du numérique, où sa stratégie est à la fois défensive – préserver la souveraineté de l'internet russe (RuNet) face à l'influence occidentale – et offensive – déployer une diplomatie d'influence à l'étranger. Les nombreuses solutions numériques russes (le moteur de recherche Yandex, le réseau social VKontakte, les plateformes de commerce en ligne Ozon et Wildberries, ou encore la messagerie électronique Mail.ru) garantissent l'autonomie de l'État dans un secteur jugé stratégique.

Le « retour de la puissance russe » ne doit pas faire oublier ses défis intérieurs. Ce pays, dont le produit intérieur brut nominal ne dépasse pas celui de moyennes puissances, reste tributaire de sa rente pétro-gazière dans un contexte de décarbonation des économies. De plus, en dépit de mesures natalistes et contre l'alcoolisme et le tabagisme, la démographie russe s'effrite, tendance aggravée par le coronavirus. Et la question de « l'après-Poutine » est toujours sans réponse à l'heure où est publié cet excellent état de l'art sur la Russie.

Michaël Levystone

L'ÂGE SOVIÉTIQUE. UNE TRAVERSÉE DE L'EMPIRE RUSSE AU MONDE POSTSOVIÉTIQUE

Alain Blum, Françoise Daucé, Marc Elie et Isabelle Ohayon
Paris, Armand Colin, 2021,
432 pages

Alain Blum, historien et démographe des déportations stalinienne, Françoise Daucé, sociologue travaillant sur la société civile en Russie, Marc Elie, historien spécialiste de l'environnement en URSS et du Goulag, et Isabelle Ohayon, historienne des sociétés d'Asie centrale, proposent un manuel qui analyse l'histoire de l'Union soviétique (1917-1991) dans le « temps long ». Le cadre temporel choisi (1905-2021), qui englobe la fin de l'empire russe et l'ère postsoviétique, permet de replacer de multiples problématiques liées à l'Union soviétique dans un contexte historique et social plus large.

Après un premier chapitre synthétisant l'histoire politique, les auteurs abordent huit « dimensions » de l'URSS : la question des nationalités, les ouvertures sur le monde, la violence d'État, la démographie, l'économie, les arts, les sciences et la contestation sociale. Se basant sur une historiographie récente, renouvelée par des spécialistes d'horizons divers depuis l'ouverture des archives, ce manuel met en lumière les interactions entre le régime et différents segments de la population soviétique au fil des transformations politiques du « long XX^e siècle ».

Chaque problématique est introduite par son héritage impérial, puis analysée dans son articulation soviétique et prolongée dans son évolution contemporaine. Le découpage thématique du livre permet de retracer pour chaque

sujet continuités et grandes ruptures entre les trois grandes époques, et ainsi de remettre en question des idées préconçues, notamment le caractère intrinsèque de l'autoritarisme russe, l'isolement total de l'Union soviétique, ou l'absence de toute contestation... Il apporte des réponses nuancées à de nombreuses « grandes questions » de l'histoire soviétique, dont celles de la pertinence d'une comparaison avec le nazisme, de la continuité du régime russe actuel avec l'autoritarisme soviétique et impérial, du rôle « catastrophique » de la perestroïka, ou encore de l'impérialisme russe sous ses formes ancienne et actuelle.

L'étendue temporelle de l'analyse ne permet pas d'étudier en profondeur chaque aspect. Toutefois, des rubriques « focus » mettent en valeur certaines découvertes de l'historiographie récente, comme les lettres des citoyens adressées au pouvoir et scrutées par les services de sécurité, ou encore le rôle du cinéma dans les débats révolutionnaires. Dans un ouvrage plutôt factuel, le quatrième chapitre se distingue par

sa théorisation de la violence d'État. Il propose une analyse poussée des mécanismes d'escalade de la violence organisée lors des purges staliniennes. Ce chapitre met en lumière l'ascension de la police politique comme agent central de l'économie et de la société staliniennes, dont certaines traces subsistent encore aujourd'hui en Russie avec un nouvel ordre policier et une faiblesse judiciaire.

Cet ouvrage constitue un manuel de référence, riche et actualisé, pour un public étudiant ou féru d'histoire. Il permet de contextualiser les sujets étudiés dans un cadre temporel et régional plus vaste. Ce dernier point pourrait pourtant être développé : en dépit d'une perspective pansoviétique, les analyses post-1991 restent majoritairement centrées sur l'évolution de la Fédération de Russie, et n'apportent que peu d'éléments sur les nouveaux États indépendants, comme la Biélorussie, l'Ukraine ou les républiques d'Asie centrale.

Nina Soulier